

ENTRETIEN

Entretien avec Taline Papazian, politologue et coautrice du « Livre Blanc »

Docteure en sciences politiques, Taline Papazian est chargée de cours à l'université d'Aix-Marseille et dirige le fonds de dotation « Armenia Peace Initiative ». Elle a notamment été conseillère en développement stratégique auprès du ministère de la Défense arménien en 2018 et 2019. Auteure de nombreuses publications, elle a récemment coécrit le « Livre blanc », une étude qui explore en profondeur les lignes de faille qui ont conduit à la défaite militaire et qui définit l'environnement dans lequel l'Arménie fonctionne désormais aux niveaux régional et international.

« Nor Haratch » - Vous avez récemment publié une étude intitulée « La Guerre du Karabakh de 2020 et l'avenir des politiques étrangères et de sécurité de l'Arménie » avec l'ingénieur nucléaire, Robert Aydabirian et l'historien et diplomate, Jirair Libaridian. Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à produire cette étude ?

Taline Papazian - Il nous paraissait important de contribuer au débat par un ouvrage collectif permettant aux experts du monde arménien d'analyser les raisons de la défaite militaire de 2020. C'est un travail d'experts qui ont été impliqués leur vie durant à analyser ce qui se passe en Arménie. L'objectif est de susciter le débat, car comme nous le voyons, le monde arménien ne fait que commencer à analyser ce qui s'est passé.

« NH » - Avec Robert Aydabirian et Jirair Libaridian, vous êtes tous trois des experts de la diaspora. Est-ce que cela a influencé votre vision et votre analyse ?

T. P. - Dans notre panel d'experts, qui compte plus de quarante cinq personnes, il y a des experts d'Arménie, d'Artsakh et de diaspora, ainsi que des experts d'Arménie vivant en diaspora. Il se trouve que nous sommes tous les trois issus de la « vieille diaspora ». Mais nos parcours sont ancrés en Arménie depuis un certain temps. Quand cette étude a été lue en Arménie, on ne nous a jamais fait le reproche d'être « diasporo-centrés ». Ce qui a pu nous être reproché, et à juste titre, c'est que notre panel d'experts manquait d'experts russes. Mais nous n'avons fait qu'amorcer un travail qui ne demande qu'à être complété. Il n'a pas prétention à être exhaustif, ni à clore le débat, mais plutôt à l'ouvrir.

« NH » - La politique de sécurité de l'Arménie misait sur la combativité et l'invincibilité des forces armées arméniennes. Comment analysez-vous la défaite militaire ?

T. P. - Cette politique d'invincibilité était-elle une politique ou un slogan ? Il n'y avait pas de politique, dans la mesure où il n'y avait pas de scénario contradictoire envi-



Taline Papazian

légé. Et s'il y en avait un, il est resté à l'état de scénario sur le papier et n'a été examiné que par des cercles extrêmement restreints, au niveau de l'État-Major des armées. Au cours de ces vingt dernières années, les élites politiques n'ont jamais envisagé de plan B au cas de défaite, et Dieu sait qu'il y avait pourtant eu des signes avant-coureurs. Par exemple, la guerre des Quatre jours a alerté de manière parfaitement flagrante les élites politiques sur les faiblesses de son armée et de son système de défense. Je ne dis pas que rien n'a été fait entre 2016 et 2020, mais ce qui a été fait relevait davantage de la « réformette » que de la grande transformation. Cela s'est constaté au cours de la guerre : est-ce qu'il y avait une seconde ligne de front là où c'était possible ? À très peu d'endroits. Est-ce que les tranchées avaient été systématiquement creusées ? Non, loin de là. Des soldats se sont retrouvés à creuser des tranchées en arrivant sur place, à la dernière minute. Est-ce qu'avant la guerre les réservistes étaient appelés régulièrement pour s'entraîner ? Est-ce qu'on avait réglé le problème de la désertion ou des pots-de-vin dans l'armée pour éviter la conscription ? Sans s'atte-

ler à tous ces problèmes, comment pouvait-on espérer tenir tête – et même vaincre ! – l'armée azerbaïdjanaise qui avait travaillé à se renforcer pendant vingt ans ?

« NH » - Est-ce que les principes de Madrid prônés par le groupe de Minsk n'ont pas nourri de faux espoirs chez les Arméniens, dans le sens où ceux-ci se croyaient protégés par l'OSCE et le Droit international ?

T. P. - Si ses principes ont suscité de faux espoirs, cela veut dire que les Arméniens ont mal lu ou « sur lu » ce que formulaient ces principes. Les négociateurs du groupe de Minsk espéraient parvenir à un règlement négocié du conflit. Les dispositions négociées par l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'étaient finalement pas si éloignées de ce que nous avons aujourd'hui, à savoir la restitution des cinq territoires adjacents, à l'exception de la ville de Chouchi et de la région de Hadrouit. Tout le monde était d'accord pour dire aux Arméniens qu'ils devaient rendre ces territoires. Et pour l'Azerbaïdjan, cette rétrocession pouvait être un gage ou une assurance de ne pas recourir à la force armée. Mais le président Azerbaïdjanais a toujours eu « l'honnêteté » de dire aux Arméniens que si le problème du Karabagh n'était pas réglé par la voie diplomatique, ils avaient le droit de le régler par la force. Nous sommes-nous bercés d'espoir ? Peut-être. Mais avions-nous des raisons de le faire ? En réalité, non.

« NH » - L'étude formule également une longue liste de recommandations sur les choix et les réformes à venir à l'attention des dirigeants arméniens. Quelles sont en résumé les recommandations que vous proposez ?

T. P. - Nos recommandations concernent la politique étrangère et la politique de sécurité. Il est important d'avoir ces deux aspects-là à l'esprit, car la politique de sécurité d'un pays complète sa politique étrangère, et vice versa. Ses recommandations partent du principe suivant : l'Arménie doit essayer de neutraliser l'intensité des menaces des risques qui pèsent aujourd'hui sur elle, sans les sous-estimer, mais sans non plus les surestimer. Pour que l'Arménie puisse se réapproprié un certain nombre d'outils diplomatiques qu'elle a perdu avec la défaite, nous recommandons autant

que possible de s'engager dans un processus de normalisation des relations avec les deux voisins. Mais n'y voyons pas une supplique du vaincu au vainqueur. Il s'agit de neutraliser une à une les menaces en engageant un dialogue bilatéral, en travaillant sur tous les points qui font barrage à la normalisation des relations, en combattant la rhétorique et la politique anti-arménienne dans ces deux pays, en saisissant la fenêtre d'opportunité qui se présente aujourd'hui, en s'attelant au problème de la démarcation et la délimitation des frontières, en redressant les forces armées et en donnant aux diplomates comme aux militaires une mission qui soit très claire, et surtout réaliste et réalisable.

« NH » - Comment percevez-vous la politique actuelle du gouvernement en la matière ? Y'a-t-il des similitudes avec les principes que vous préconisez ?

T. P. - Il semble que le gouvernement « Pachinian 2 » (issu des élections législatives anticipées) soit aujourd'hui dans un état d'esprit plus pragmatique et réaliste que ce qu'il a fait en 2019, et surtout en 2020. Il y a certaines similitudes avec les principes que nous formulons dans l'étude. Mais est-ce que cela veut dire que les raisons pour lesquelles ses principes sont adoptés ont été clairement analysées jusqu'au bout ? Je ne le sais pas. Et surtout, le deuxième gros problème que je constate est qu'à l'intérieur du pays, on n'a pas fait le travail absolument nécessaire d'assignation des responsabilités et de débat par rapport à ce qui s'est passé, de travail de réconciliation de la société. Ce qui fait que même si aujourd'hui les intentions sont louables, j'ai malheureusement peur qu'elles ne puissent pas aboutir de manière favorable, car il manquera sans doute cette solidité et cette stabilité sur le plan intérieur.

« NH » - Mais compte tenu de l'antagonisme actuel entre les forces politiques, est-ce qu'un débat est possible ? Le problème n'est-il pas justement de ne pas pouvoir débattre de ce sujet ?

T. P. - Si ce n'était pas possible au Parlement, qui est pourtant constitutionnellement le lieu dédié au débat politique, il aurait du y avoir alors des réflexions sur les manières de tenir ce débat dans un autre format. Peut-être qu'il fallait l'organiser au niveau des universités, ou sous forme de visioconférence en plusieurs étapes. Une commission sur le sujet est en train de se former, mais à l'intérieur du Parlement qui est majoritairement composé de membres du parti au pouvoir. Je n'ai pas l'impression que le gouvernement « Pachinian 2 » soit vraiment passé dans la phase où il assume ses

responsabilités, à plusieurs niveaux : avant la guerre, pendant – avec le fait de ne pas avoir arrêté la guerre le plus tôt possible – et dans la gestion de l'après guerre. Moins on travaille, plus on laisse le temps passer, et plus les couches de méfiance de la société vis-à-vis du discours politique qu'on lui sert vont augmenter, car ce travail de parole et de vérité n'est pas fait.



Robert Aydaririan et Jirair Libaridian

« NH » - *Le groupe de Minsk et les pays occidentaux laissent toujours l'espoir en déclarant que « le statut du Haut-Karabagh n'est toujours pas résolu ». Mais qu'entend-on exactement par cette question du statut ?*

T. P. - La Russie l'a également déclaré rapidement après la guerre. Les intérêts des uns et des autres doivent être bien compris pour ne pas être mal interprétés. Quand la Russie dit cela, elle conserve en fait un levier important pour pouvoir continuer à faire pression sur l'Azerbaïdjan. La Russie a déployé sur le terrain des forces, officiellement de « maintien de la paix », mais qui devraient plutôt s'appeler « forces d'interposition ». Et la Russie entend garder ses forces sur place le plus longtemps possible. En disant cela, elle adresse un message à l'Azerbaïdjan pour lui dire que tout n'est pas terminé. Pour l'Azerbaïdjan, la présence des forces russes n'est que temporaire.

Quand les pays occidentaux disent que « le statut du Haut-Karabagh n'est toujours pas résolu », pourquoi le disent-ils ? De fait, ils ont été totalement mis sur la touche en novembre 2020, puis c'est la Russie qui a imposé l'accord du 9 novembre. Le groupe de Minsk a été totalement exclu du processus. Depuis le printemps dernier, les pays occidentaux essayent de se réinjecter dans le processus d'une manière ou d'une autre et c'est pour

cela qu'ils reparlent de la question du statut. Mais ils ne disent pas que ce qui était possible avant la guerre l'est encore aujourd'hui et ils disent encore moins que ce que les Arméniens croyaient possible avant la guerre le serait encore maintenant. Ce qui peut être discuté à moyen et long terme concernant le statut, c'est : est-ce que ce qu'il reste de l'Artsakh sera une entité ethno-ter-



© DR

ritoriale en Azerbaïdjan disposant d'un certain nombre de droits, ou est-ce que ce sera simplement une communauté culturelle vivant en Azerbaïdjan et bénéficiant éventuellement de droits culturels ? C'est sur ces deux options là que l'Arménie et l'Artsakh doivent envisager leurs relations. Et si nous ne faisons pas les choses bien, au lieu d'avoir une solution mauvaise, nous aurons une solution vraiment très mauvaise.

« NH » - *Lors de son passage à Paris, le président de l'Assemblée nationale, Alen Simonian, a évoqué la solution de la sécession remède. Est-ce que selon vous cette solution est encore envisageable ?*

T. P. - Pas aujourd'hui. La communauté internationale a utilisé la sécession remède pour le Kosovo, car elle il y avait intérêt à ce moment-là. Et les acteurs occidentaux impliqués dans le problème du Kosovo se sont empressés d'ajouter que cela ne créerait pas de précédent pour d'autres conflits. Est-il possible qu'un jour, il y ait une telle conjonction de forces et d'intérêts entre les acteurs impliqués dans la région, c'est-à-dire la Russie, la Turquie, l'Iran, et à un moindre degré le groupe de Minsk et les pays occidentaux ? Cela me paraît tellement improbable que je ne crois pas que les Arméniens devraient bâtir leur scénario là-dessus. ■

Propos recueillis par
Jirair TCHOLAKIAN

COMMUNAUTÉ

Parfums d'Arménie

Par Clara KOUYOUMDJIAN

Du 18 au 23 décembre s'est déroulée la semaine de solidarité aux enfants d'Artsakh organisée par le Pasteur Gilbert Léonien et son équipe.

« Parfums d'Arménie » est la conjugaison de différents arômes comme l'exposition d'objets artisanaux « Espoir pour l'Arménie », ainsi que de l'association « CHÈNE », et les nappes brodées main de Maral et Vartan Sarmazian, l'exposition des sculptures d'Arastakes, qui a également agrémenté l'après-midi par un travail « en live » du visage de Monté Melkonian d'après des photos. L'exposition des peintures de DIBAR a attiré l'œil de chacun des présents et un petit recueil était à leur disposition pour leur permettre d'acquiescer le tableau de leur choix.

Partenaire de cette manifestation, l'Alliance Franco-Arménienne du Val-de-Marne représentée par sa présidente Delphine Kouyoumdjian et Nadia Deirmenghian avait également organisé ce jour une séance de dédicaces d'auteurs connus comme Henry Cuny, ancien ambassadeur de France en Arménie, Valérie Toranian, journaliste et directrice de la Revue des Deux Mondes, Julie Altinoglu, jeune auteure au talent prometteur, Seta Papazian, illustratrice des « Contes arméniens », Jean Sirapian, et enfin Ara Krikorian et Hraïr Heratchian, coauteurs du « Dictionnaire autobiographique ».

Un stand de vente de livres était installé, qui attira un public fort nombreux. Autant dire que la qualité des participants a drainé une foule importante, puisque près de 200 personnes se sont succédées tout au long de l'après-midi.

Vers 17 heures, le vernissage a inauguré la semaine en présence du Pasteur Joël Mikaëlian, de Janik Manissian, président de SPFA, du Père Dyrar Keledjian, d'élus de la ville et de la directrice de la Culture, Corinne Pulicani. Le Pasteur Gilbert Léonien dans son discours d'accueil a présenté le projet, les artistes, les auteurs et son équipe, dont David Chahinian, Stéphanie Darcourt, Clara et Delphine Kouyoumdjian, ainsi que son épouse Léa.

Il céda la parole à Philippe Car, maire-adjoint chargé de la Culture et remplaçant le maire Luc Carvounas, empêché. Celui-ci rappela bien

entendu l'attachement de la ville à travailler avec les associations locales et remercia le Pasteur pour son implication dans la vie culturelle et associative de la ville d'Alfortville. Puis, Hovannès Guevorkian, représentant en France du Haut-Karabagh, à son tour, a remercié le Pasteur et la ville d'Alfortville pour l'intérêt qu'ils portent aux enfants de son pays en organisant des manifestations de qualité.

Même si le pot traditionnel n'a pas pu avoir lieu pour respecter les



© DR

règles sanitaires, la convivialité était bien présente et chaleureuse.

Le jour suivant, la journée a démarré sous des auspices plus calmes, mais avec un flux continu de visiteurs, dont Monsieur le maire d'Alfortville, Luc Carvounas, qui a tenu à venir manifester son grand intérêt à cet événement.

Le mardi 21 décembre, de 14 à 16 heures, animée par Clara, s'est déroulée la lecture de contes arméniens devant 22 enfants accompagnés de leurs parents ou de leurs animateurs de centre aéré, qui ont de manière interactive montré leur curiosité.

Le mercredi 22 décembre, le peintre Dibar a réuni une douzaine d'enfants dans un atelier de peinture où les lettres de l'alphabet arménien étaient à l'honneur.

Après chacun de ces deux ateliers, un goûter fut offert à chacun des enfants, à consommer chez eux pour les raisons sanitaires évoquées plus haut.

Si la semaine s'est terminée le jeudi 23, à la veille de Noël, elle a laissé planer un moment de magie, où la culture apportait son soutien aux enfants d'Artsakh pour tenter d'illuminer leurs yeux meurtris.

Le Pasteur Gilbert Léonien, comme à son habitude, a déployé beaucoup d'énergie, et grâce à son équipe dynamique, il a pu une fois de plus démontrer que, même peu nombreux, mais très motivés, il est possible de réussir de beaux projets. Merci à lui de la part de tous. ■

ERRATUM

Une erreur s'est malencontreusement glissée dans le numéro 184 de NH Hebdo. Kégham TOROSSIAN, auteur de l'article « Droit de réponse » publié en page 7 et 8, est l'ancien Président du Conseil Paroissial de l'Église apostolique arménienne de Paris, et non son président actuel.